

**GEPO**

***PORTO 1999***

## **Le travail et les travailleurs en Europe : Quelles marges possibles d'action ?**

### **1. Brève analyse de la situation**

#### **1.1 Le constat**

##### *1.1.1 En Europe*

Le constat fait par toutes les délégation est sombre. Il n'ouvre guère de perspectives d'espoir, et suscite l'indignation.

Partout les secteurs les plus fragiles de la population souffrent. Les travailleurs sont largement atteints : pour beaucoup, les conditions de travail sont plus dures, plus stressantes ; il y a beaucoup plus de précarité, l'avenir paraît incertain, les sécurités – sécurité sociale et sécurité de l'emploi et du revenu – s'effritent ; le chômage s'est fortement développé, et quand il dure, c'est l'exclusion définitive de l'emploi. Les situations de pauvreté se multiplient. Et alors que pendant trois décennies, après la guerre, les inégalités se sont progressivement réduites, elles augmentent de nouveau fortement et rapidement...

##### *1.1.2 L'horizon mondial*

On s'est centré sur l'Europe, mais il faut situer la situation européenne dans le contexte mondial. Il y a la violence dans les Balkans et la guerre au Kosovo : cela fait plus de cinquante ans que nos pays n'étaient plus engagés dans la guerre. La Russie s'enfonce dans le chaos. L'Afrique noire, très largement, coule dans la pauvreté, et en beaucoup d'endroits dans la violence et la guerre. Un nouveau concept est en train de s'introduire pour décrire ce genre de situation : des "entités chaotiques ingouvernables" ! En Amérique latine, les situations sont diverses, mais presque partout les inégalités se creusent. En Asie, les économies agressives des Tigres et des Dragons se sont effondrées brutalement. Et aux États-Unis, le nombre de pauvres ne cesse de croître, et parmi eux le nombre de travailleurs pauvres, c'est-à-dire des travailleurs dont le salaire est insuffisant pour leur permettre de dépasser le niveau officiellement reconnu de la pauvreté.

#### **1.2 Deuxième niveau de constat : une lecture plus systématique**

##### *1.2.1 Le projet techno-industriel productiviste*

Le communisme soviétique, dirigiste et totalitaire, et le capitalisme libéral occidental étaient sous-tendus par une logique fondamentalement commune : celle du projet techno-industriel productiviste. Ce projet était défini par la croyance en la capacité de la technique industrielle d'assurer par elle-même la croissance économique et de résoudre à terme le problème de la pauvreté et tous les problèmes de société. L'URSS, mais aussi l'Algérie ou le Brésil, par exemple, ont échoué. En Europe occidentale, c'est l'échec de la PAC, la politique agricole commune (nous y reviendrons).

### *1.2.2 Après 1989*

Depuis la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, l'échec des systèmes dirigistes centralisés est devenu manifeste. Et de fait, le capitalisme libéral est devenu l'unique système économique dominant. De façon plus ou moins brutale ou subtile, il s'impose partout, en contaminant même la Chine.

Mais aujourd'hui, ce capitalisme est entré dans une nouvelle phase : d'un capitalisme essentiellement industriel et productif, on est passé à un capitalisme principalement financier, producteur d'une richesse financière largement virtuelle, tout à la fois très concentrée et instable.

### *1.2.3 La mondialisation se fait*

La mondialisation est en marche ; elle est le produit de la convergence de trois facteurs principalement : la disparition de l'URSS comme superpuissance, et donc la disparition de la division du monde en deux blocs antagonistes ; le développement rapide des technologies de l'information et de la communication ; l'action des gouvernements dans le sens d'une libéralisation généralisée des échanges, sous la pression des grandes firmes.

Deux conséquences de cette mondialisation : un processus massif de dérégulation, et de ce fait la perte de protections pour de nombreux secteurs économiques, et donc pour l'emploi ; et d'autre part, un nombre croissant de segments de populations exclus des circuits de l'échange mondial. En ce sens, l'image du village global ou mondial est tout à fait fautive : les informations circulent comme dans un grand village, mais à la différence du village, beaucoup sont exclus de cette communication de l'information et de l'échange des biens et services.

### *1.2.4 Un système instable*

Après 1989, on croyait entrer dans un nouvel ordre mondial plus simple et plus stable, caractérisé par une croissance généralisée. En fait, le système se montre beaucoup plus instable et imprévisible qu'on ne le pensait, et donc difficilement gérable. Un exemple : le rapport 1997 du FMI (portant sur l'année 1996), paru en août '97 et donc élaboré dans les mois qui précédaient, faisait l'éloge de l'efficacité des économies d'Indonésie et de Malaisie, alors que ces économies s'étaient effondrées dans la crise monétaire et financière au mois de juillet...

### *1.2.5 Le paysage idéologique*

La fin des années '80 et le début des années '90 ont été marquées par une phase triomphale de néolibéralisme (Reagan et Thatcher en sont les expressions les plus fortes). Actuellement, on est entré dans un phase marquée par un certain doute, sans qu'il y ait cependant de remises en cause fondamentales : les sommets de Davos depuis deux ou trois ans, et les rapports de la Banque Mondiale s'inquiètent de l'instabilité croissante d'un système totalement dérégulé et de l'effacement des États, de l'inefficacité, voire parfois de la contre-productivité de certains plans d'ajustement structurel imposés aux États endettés sans tenir compte du social... On reparle de régulations nécessaires.

Quant à l'Union européenne, ce n'est certainement pas un hasard si dans presque tous les États se sont imposés des gouvernements de centre gauche (même si on considère qu'ils ne sont vraiment pas très à gauche) : ce fait montre en tout cas que les opinions publiques n'acceptent plus les recettes ultralibérales d'austérité promettant un avenir qui chante...

## **1.3 Quelques éléments de compréhension globale**

Personne n'a aujourd'hui une explication complète et cohérente de l'ensemble des choses qui se passent... Les discours sont très contradictoires.

### *1.3.1 Deux discours dangereux*

Il y a d'une part un discours fondamentalement optimiste, celui de la pensée unique : le marché est capable d'apporter une solution positive à tous les problèmes, d'assurer la croissance et à terme une

redistribution suffisante à laquelle tous pourront participer. Le salut est dans le marché libre. Mais encore faut-il libérer le marché de toutes les entraves qui pèsent sur lui : interventionnisme des États, normes et règlements, législations contraignantes, etc. Mais il faut un peu de patience... Ce discours est dangereux parce qu'il est fondamentalement faux et qu'il ignore volontairement un certain nombre d'évidences, comme le fait que le marché est incapable, par lui-même, de répondre aux besoins insolubles.

Et il y a un discours radicalement pessimiste (*L'horreur économique* de Viviane Forrester est de ce type) : le monde est régi par un système néocapitaliste ou néolibéral tout-puissant et fondamentalement pervers ; ce système est à l'origine de tous les maux<sup>1</sup>. Ce discours pessimiste est dangereux, parce que présentant le système comme tout-puissant, il engendre le fatalisme et le désespoir.

### 1.3.2 Dans un monde complexe et partiellement opaque

La nouvelle puissance des groupes financiers et leur caractère mondial est une évidence ; certains de leurs méfaits sont aussi évidents. Mais ce système n'est pas régi par une rationalité centrale, bien maîtrisée, par une sorte de conseil mondial de quelques grands financiers, parfaitement lucides et maîtres de la situation. Cette représentation est tout à fait mythique. Cela ne vaut pas dire qu'il n'y a pas de petits groupes de personnes ayant des pouvoirs considérables et qui prennent des décisions à portée mondiale : ces groupes existent, et ils sont largement maîtres du jeu ; mais il s'agit bien d'un jeu, et parfois d'un jeu de poker, dans lequel nombre de décisions sont prises à l'aveuglette, en recherchant le profit maximal, mais aussi avec des risques considérables.

Par ailleurs, ce système économico-financier instable et menaçant repose pour une part plus ou moins large sur la participation inconsciente et efficace de très larges couches de la classe moyenne et de la classe ouvrière supérieure des pays développés, via les fonds de pension et les fonds d'investissements : ces fonds sont des acteurs déterminants du système financier et de son instabilité, parce qu'ils recherchent le maximum de profit financier à court terme (ce que les gens qui leur ont confié leurs économies attendent d'eux, c'est qu'ils leur rapportent le plus possible) et contribuent ainsi largement à la volatilité du capital financier, ce qui déstabilise les entreprises.

Il faut enfin observer que la logique capitaliste du profit, si déterminante soit-elle, n'est pas la seule à régir le monde ; elle n'est pas le seul ni même partout le principale facteur d'exploitation ou de violence :

- elle n'a pas été la cause principale des deux dernières guerres mondiales ; l'idéologie nazie n'était pas un produit de la logique capitaliste ;
- cette logique n'explique pas nombre de conflits de type nationaliste (Serbie, Kosovo), même s'il peut y avoir des interférences ;
- elle n'explique pas les multiples conflits africains de type ethnique, même s'il peut aussi s'y mêler des intérêts des puissances occidentales ;
- elle n'explique pas à elle seule l'intégrisme musulman et la politique menée en Afghanistan ou en Iran ;
- elle n'explique pas non plus la difficulté que rencontrent les Quinze de l'Union européenne à mener non seulement une politique extérieure commune, mais aussi une politique économique et industrielle commune (les susceptibilités nationales interviennent fortement) ;
- enfin il faut observer qu'il y a un système de force de plus en plus présent et agissant : l'économie mafieuse et criminelle, économie qui développe des alliances partielles avec le système financier mondial (blanchiment), mais ne s'identifie pas à lui et entre en contradiction avec son fonctionnement.

---

<sup>1</sup> Dans un des rapports on donne un exemple : la réintroduction du travail de nuit pour les femmes. On peut sans doute regretter cette norme européenne, dont profitent un certain nombre d'entreprises. Mais il faut savoir que ce n'est pas sous la pression des entreprises, dans une logique de dérégulation, que cette directive s'est imposée. Elle est le fruit d'une action de femmes, devant la cour de justice, au nom du principe de non-discrimination : parce que femmes, elles étaient exclues de certains emplois...

Si donc le système néocapitaliste est de fait dominant, il n'explique pas tout, loin de là. S'enfermer dans une explication unique, dénonciatrice tous azimuts, empêche de chercher des chemins de solution. Il y a une pensée unique, idéologie trompeuse, qui masque les intérêts en jeu dans les processus en cours ; il y a aussi une pensée unique inverse, dénonciatrice, qui s'aveugle sur la complexité de la réalité, et qui est prisonnière en contre-dépendance de la pensée unique. Et cette pensée systématiquement protestataire est paralysante.

## 2. Perspectives possibles

### 2.1 Les chemins de l'action

#### 2.1.1 *Des sociétés non transparentes*

Les sociétés humaines historiques ne sont pas entièrement analysables ; elles ne sont pas non plus totalement maîtrisables : la volonté de maîtrise totale et rationnelle aboutit à des catastrophes totalitaires (cf. l'URSS). La société est en permanence un champ de forces, un lieu où s'exercent des rapports de force : le pouvoir financier, les entreprises, les identités nationales ou ethniques, les projets de prestige, etc. Mais aussi les mouvements sociaux.

#### 2.1.2 *Des rapports de force inégaux*

Les forces en présence ne sont pas égales. C'est une évidence. Mais il y a risque grave à surévaluer l'inégalité, car c'est paralysant, et souvent faux. On dit de plus en plus souvent que le pouvoir politique est soumis au pouvoir économique. C'est largement vrai. Mais dit ainsi, c'est faux, parce que ce n'est que partiellement vrai. Et si on ne dit que cela, on brise un moteur fondamental de l'action.

Quelques exemples récents qui montrent les limites de la soumission du pouvoir politique au pouvoir économique :

- Le premier sommet de Nations-Unies sur l'environnement, qui a eu lieu à Rio, n'a pas été une initiative des gouvernements : ce sont les ONG qui se sont mobilisées et ont été à l'origine de la décision du Sommet, contre les réticences de nombre de gouvernements.
- Au cours de la phase d'instauration de l'euro, la Grande-Bretagne a fait savoir qu'elle ne serait pas partie prenante. Pourtant les entreprises y étaient fortement favorables. Mais l'opinion publique, elle, est opposée à une trop grande intégration à l'Europe : politiquement, et non économiquement, le gouvernement ne pouvait décider l'adhésion à l'euro.
- L'AMI (Accord multilatéral sur les investissements), comme projet, a été élaboré par les entreprises multinationales, à leur avantage exclusif, évidemment. Les gouvernements semblaient prêts à ratifier le projet. Mais la société civile s'est réveillée : alertée par le Canada, elle s'est mobilisée. L'AMI a échoué : il ne sera pas ratifié<sup>2</sup>. La bataille n'est évidemment pas gagnée. Le projet reviendra d'une autre manière (il vaut d'ailleurs mieux qu'il y ait un règlement plutôt que pas du tout), plus ou moins modifié. Il faudra rester vigilant pour qu'on arrive à un accord équilibré. Ici le politique a dû se soumettre à la société civile, contre le pouvoir des entreprises.
- L'Autriche, alors qu'elle avait la présidence de l'Union européenne, a fait circuler parmi les gouvernements un 'document stratégique', c'est-à-dire un texte de consultation non public en vue

---

<sup>2</sup> Il est intéressant de relever cette note de l'un des rapports préparatoires au colloque : " Le système néolibéral et néocapitaliste actuel va se renforcer et qu'il manquera de forces pour s'opposer à une politique économique qui créera injustice et marginalisation, faim et misère dans les pays les plus pauvres. L'Accord multilatéral sur les investissements, qui est sur le point d'être signé par les pays de l'OCDE, en est un clair exemple. " On présuppose que l'AMI sera signé, et on sous-estime la force réelle de la mobilisation de la société civile.

d'une décision politique. Il y était proposé que l'Union obtienne l'abolition de la Convention de Genève reconnaissant le droit individuel à l'exil. Une indiscretion l'a fait connaître : une action rapide et discrète a été menée auprès d'un certain nombre de gouvernements. Le document a été retiré de la circulation.

Que conclure de ces quelques exemples ? Le système économique est puissant, très puissant, mais pas tout-puissant. Il n'est pas entièrement fermé : il y a des marges d'action et d'intervention. Il peut échouer dans ses projets, quand il y a mobilisation.

### 2.1.3 *Mouvement social et société civile*

Sans doute, la logique capitaliste est-elle dominante et fait-elle des ravages. Mais elle se heurte à des freins (qui ne sont pas tous positifs : les nationalismes et intégrismes, par exemple), à des contrepoids. Elle est contrainte de tenir compte du mouvement social et de la société civile organisée.

Personnellement, je ne crois pas qu'à terme prévisible, il soit possible de renverser le système capitaliste libéral actuellement dominant et de le remplacer par un autre meilleur et efficace tout en même temps (j'aimerais pourtant bien !). Il est possible que le système implose, par exemple suite à une crise financière et monétaire majeure déséquilibrant tout le système bancaire, ou suite à une mondialisation de la violence. Il est possible qu'alors il faudrait construire autre chose sur les ruines du système. Mais à quel prix ? Le prix fort serait en tout cas et très certainement payé par les plus fragiles. Ce que personne ne devrait souhaiter. En ce sens, je suis résolument réformiste : agir dans et sur le système, en corriger les excès, l'orienter autrement et mieux, innover et ouvrir des chemins différents, en espérant que de là naisse un jour autre chose.

## 2.2 Et l'Europe ?

Qu'en est-il de l'Europe, de l'Union européenne et de son avenir, dans une telle perspective.

### 2.2.1 *Le primat de l'économique ?*

Un reproche majeur fait à l'Union européenne est qu'elle est soumise au primat de l'économique, et on dit souvent au primat absolu de l'économique. La prédominance de l'économique est certaine : c'est vrai, trop largement vrai. Mais ce n'est pas tout. Il y a d'autres dimensions à l'œuvre, qui sont fondamentales :

- L'Union européenne est née d'un projet de paix, sur la base d'une recherche de réconciliation entre les ennemis héréditaires, l'Allemagne et la France. Ce projet a pris corps, mais il est inachevé, parce que d'une part, on n'est pas arrivé à gérer par là les conflits guerriers intranationaux (Irlande, pays Basque, etc.), et parce qu'il y a la guerre aux frontières de l'Union : ce projet reste donc un enjeu majeur.
- La Communauté européenne, puis l'Union auraient certainement pu être autrement et mieux du point de vue social et culturel. Mais sans l'Europe, nos pays isolés n'auraient-ils pas été davantage encore le jeu de l'économie dominante ? notre agriculture, malgré toutes les critiques à adresser à la PAC, n'aurait-elle pas été encore plus dévastée ? Je le pense.
- Le processus a été à dominante économique, mais aussi avec des éléments de solidarité économique : il y a eu et il y a toujours des transferts financiers très importants du Nord de l'Europe vers le Sud et vers l'Irlande, par le biais de fonds structurels : l'écart entre le PIB par habitant de ces pays et celui des pays les plus riches s'est fortement réduit (globalement, il y a seulement eu échec avec la Grèce). Cela ne dit pas tout, mais c'est un indicateur significatif.
- Des normes importantes sont imposées dans le domaine de la santé des travailleurs et de la santé des consommateurs ; des normes aussi dans le domaine de l'environnement et de la lutte contre la pollution.
- Les diverses conventions de Lomé, régissant les rapports entre l'Union européenne et les pays ACP (71 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) : loin d'être parfaite, ces conventions étaient sans comparaison plus favorables aux pays pauvres que tous les autres accords économiques et

commerciaux internationaux. Le conflit actuel de la banane avec les États-Unis en est une expression : les accords de Lomé sont plus favorables de ce point de vue aux petits producteurs, et vont donc contre l'intérêt des multinationales américaines qui dominent le marché mondial. En raison des règles actuelles de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), il n'est malheureusement pas sûr que l'Europe pourra maintenir les régimes de préférence...

- Par rapport à Maastricht (1992), dont le cadre a été principalement économique (union monétaire), avec une légère avancée politique (le traité précédent, celui de l'Acte unique, ayant été exclusivement économique), Amsterdam constitue un rééquilibrage important : inscription de la référence à la Convention européenne des Droits de l'Homme dans le Traité (donc recours possible des citoyens contre les États devant la Cour européenne de Justice) ; élargissement des pouvoirs de codécision du Parlement européen ; intégration du protocole social dans le corps même du Traité (avec deux effets déjà en Angleterre : limitation du temps de travail et établissement d'un salaire minimum) ; inscription de l'emploi comme objectif de l'Union. Il faut maintenant donner réalité à tous ces principes : d'où l'importance du mouvement social.

Sans doute tout cela est-il insuffisant, mais ce n'est pas négligeable. C'est par l'action politique, et donc la mobilisation de la société civile, que les objectifs sociaux peuvent être élargis.

### 2.2.2 *Quelques grands enjeux du présent*

- Le retour de l'objectif de paix comme priorité du projet européen, objectif directement lié à celui de l'élargissement : la crise du Kosovo a au moins le mérite de reposer cette question fondamentale.
- Le développement de l'Europe sociale (de ce point de vue, il faut regretter la faiblesse de la Confédération européenne des syndicats, qui est incapable, en raison de ses divisions et de son peu de mobilisation, d'exercer son rôle de véritable acteur qui lui est institutionnellement reconnu). Des débats nouveaux sont heureusement à l'ordre du jour de la Commission, du Conseil et du Parlement : législation contre le dumping social (concurrence entre les pays de l'Union à partir des normes sociales les plus réduites, c'est-à-dire des coûts les moins élevés pour les entreprises) ; établissement d'une norme de salaire minimum européen (différencié en fonction du niveau de vie, du pouvoir d'achat, de la productivité des différents pays) ; base commune minimale d'imposition des intérêts du capital et du bénéfice des entreprises ; accord interbancaire de déclaration des revenus financiers (levée partielle du secret bancaire, contre la fraude fiscale) ; harmonisation des fiscalités. Il y a beaucoup à faire pour que ces dossiers aboutissent. Au moins ils sont officiellement sur la table, alors qu'il y a cinq ans, c'était impensable.
- Du point de vue de l'entreprise elle-même, la question de l'avenir des entreprises productives et la responsabilité des partenaires sociaux à cet égard : le jeu du capitalisme financier menace les entreprises. Celles-ci devraient fonctionner en équilibrant cinq types d'intérêts : les actionnaires, les travailleurs, les clients, les fournisseurs, la société dans son ensemble. Or actuellement, les actionnaires ont monopolisé à peu près tout le pouvoir. L'enjeu est de rééquilibrer le pouvoir des divers partenaires de l'entreprise.
- Le développement de l'Europe politique : l'Union européenne est un géant économique et un nain politique. En raison de sa faiblesse politique, par manque d'unité et par manque d'autorité, l'Europe est incapable de développer une politique vraiment autonome tant au plan interne, qu'au plan externe. Au plan interne, l'enjeu est double : le maintien et le développement d'un modèle social européen (entre autres toute la question de l'avenir de la sécurité sociale), et la promotion de la culture. Sans unité et autorité politique, l'Europe n'a aucune force de négociation dans les forums économiques internationaux, en particulier l'OMC, dont les règles sont imposées pour l'essentiel par les États-Unis (qu'on pense aux débats actuels sur l'ouverture du marché européen aux OGM, les organismes génétiquement modifiés, comme le maïs, le soja, etc., ou aux viandes traitées aux hormones). Au plan externe, c'est la question de la politique étrangère européenne : en relation avec les Balkans, la Russie, l'Afrique. Cela pose toute la question de la défense européenne, question qui est maintenant publiquement posée, et de l'indépendance de l'Europe par rapport aux États-Unis et à l'OTAN entièrement soumis à la politique des États-Unis.

- Le développement de la démocratie et de la citoyenneté européenne : l'Union européenne a mis en place un système politique qui n'a pas d'équivalent dans les différents États, système complexe, opaque dans ses circuits de décisions. De plus Bruxelles est loin de la majorité des citoyens. D'où le désintérêt marqué vis-à-vis des institutions européennes, le manque d'information, le peu d'attention porté aux enjeux européens dans les débats politiques nationaux. Comment impliquer davantage les citoyens dans la construction européenne ? Il faut en tout cas plus de transparence dans les procédures de décision et davantage de lien entre le Parlement européen et les parlements nationaux ; mais aussi que les gouvernements nationaux jouent davantage le jeu de la démocratie sur les débats européens.
- La réforme des institutions européennes : en fait, d'un projet communautaire, où les décisions sont prises en fonction du bien commun des différents pays engagés (lors de l'institution de la CECA, le pouvoir était confié à une Haute Autorité, nommée par les gouvernements, mais qui était ensuite indépendante d'eux), on est passé à un système intergouvernemental, dans lequel les décisions sont prises par la négociation et le compromis entre les États et leurs intérêts nationaux, avec la possibilité du droit de veto de chaque État, pour toutes les décisions importantes. D'où les blocages. Et plus le nombre de membres est grand, plus les blocages sont nombreux et peuvent mener à la paralysie totale (il est plus ou moins facile d'arriver à un accord à six ; à quinze cela devient très difficile ; à vingt-cinq cela risque de devenir impossible). Il faut donc instituer un système plus efficace, fonctionnant à la majorité (et dans certains cas à la majorité qualifiée), mais pas à l'unanimité. Ce qui est un principe fondamental de la démocratie.
- L'élargissement : les pays d'Europe centrale et orientale, les PECO, aspirent à entrer dans l'Union européenne ; ils y ont fondamentalement droit, car il font partie de l'Europe et ont été victimes de la guerre froide. Il ne s'agit pas seulement d'établir un grand marché libre (ce à quoi la Grande Bretagne voudrait réduire le projet européen). Il s'agit aussi, et d'abord peut-être, d'un projet de paix et de stabilité pour toute l'Europe. Il s'agit aussi d'un projet de solidarité, c'est-à-dire la recherche commune d'un développement positif et harmonieux pour tous, en tendant à davantage d'égalité entre les pays.

### 2.2.3 *L'Europe : un projet de puissance ?*

Actuellement, il n'y a plus qu'une seule superpuissance : les États-Unis. Pour le meilleur et pour le pire, ceux-ci imposent leur point de vue dans de multiples domaines (politique, économique, culturel), en fonction de leurs propres intérêts, même quand ils prétendent défendre les valeurs de la démocratie. Si l'Europe veut être un véritable acteur, si elle veut développer un projet propre, pour elle-même (modèle social, projet culturel, etc.) et dans ses relations externes (Russie, Europe centrale et Balkans, Afrique, etc.), elle doit devenir une véritable puissance économique, politique et militaire, les trois étant étroitement liés.

Du point de vue économique, l'Europe est déjà largement une puissance, bien qu'elle n'arrive guère à mettre en place de véritables entreprises européennes dans les domaines technologiques avancés (à part Airbus et Ariane), et qu'elle soutient donc difficilement la concurrence. Du point de vue politique, l'Europe est divisée ; elle n'arrive pas à s'exprimer d'une voix commune et est donc sans force de négociation réelle dans les dossiers les plus sensibles (comme l'OMC) : il faudrait se diriger vers une autorité de type fédéral, mais les susceptibilités nationales restent considérables... Du point de vue militaire, l'Europe n'a aucune marge d'initiative possible, du fait de sa dépendance totale de l'OTAN et de la mainmise des États-Unis sur celui-ci.

Mais un projet de puissance, nécessaire je pense, pose de nombreuses questions éthiques : être une puissance, est-ce un projet qui puisse se justifier du point de vue éthique et spirituel ? et être une puissance pour quoi et comment ? et si on est une puissance, peut-on éviter les abus de puissance ? En tout cas, cela exige davantage de démocratie et de vigilance de la société civile sur les finalités et les méthodes de la puissance.

## 2.3 Quelques dossiers européens actuels

### 2.3.1 La Politique agricole commune (PAC)

L'Union européenne a commencé par la gestion commune du charbon et de l'acier (CECA), puis de l'énergie nucléaire (Euratom). Quand a été instituée la CEE, Communauté économique européenne, avec un budget propre, l'essentiel de celui-ci (plus de 80 %) a été consacré à la Politique agricole commune. Les objectifs de départ de la PAC étaient clairs : 1° assurer l'autosuffisance alimentaire des six pays membres : la guerre avait ruiné l'agriculture, qui avait besoin urgent d'être modernisée dans ses méthodes pour devenir plus efficace et productive ; 2° assurer un revenu décent aux agriculteurs, dont beaucoup vivaient dans une grande pauvreté ; 3° assurer une alimentation à prix raisonnable pour les consommateurs.

Pour atteindre ces objectifs, – et ils ont de fait été assez rapidement atteints, – on a parié sur une logique techno-productiviste, ce qui a conduit à des impasses et d'énormes contradictions : la productivité a été très considérablement augmentée, avec comme résultat une surproduction considérable et la constitution très coûteuse de stocks gigantesques inutilisables ; pour assurer le revenu des agriculteurs, la production a été fortement subsidiée, avec achat par la Communauté des surplus : le coût pour le budget communautaire a été démesuré ; les conséquences écologiques sont désastreuses (épuisement des sols, pollution des eaux, lisiers, destruction des paysages, etc.) ; on a favorisé une forte concentration des exploitations, au bénéfice de l'industrie agro-alimentaire en entraînant la disparition de la grande majorité des petits producteurs.

Cette politique demande donc à être profondément réformée, mais cette réforme nécessaire se trouve au croisement d'une série d'exigences en tension, voire contradictoires : assurer l'emploi des agriculteurs ; leur garantir un revenu décent, alors que les prix mondiaux sont beaucoup plus bas ; promouvoir une alimentation de qualité pour les consommateurs et à un coût accessible ; contribuer à la qualité de vie dans les campagnes et à la qualité des espaces ruraux ; améliorer le rapport de complémentarité entre ville et campagne... Sans oublier la solidarité nécessaire avec les paysannes d'Europe centrale et orientale et avec celles des pays du Sud.

La question posée par la PAC renvoie à celle du projet de société : dans quelle société voulons-nous vivre ? que sommes-nous prêts, collectivement, à payer pour cela ? Or les grands marathons agricoles sont en fait des négociations conduisant à des compromis entre les intérêts de l'agro-industrie, d'une part, des agriculteurs comme électeurs, d'autre part. Ces négociations sont de type fort corporatiste : les intérêts en jeu sont réels, ils sont importants, entre autres en termes d'emplois, mais ils sont partiels, et les questions globales ne peuvent pas être vraiment posées...

### 2.3.2 L'euro

La création de l'euro et la participation à l'euro sont-ils une bonne chose ?

L'euro répond d'abord à une certaine nécessité : aucune des monnaies nationales (sauf peut-être le mark) n'était plus capable de résister à un mouvement spéculatif important : stabiliser les monnaies est nécessaire pour stabiliser les économies. Par ailleurs, une monnaie commune présente une série d'avantages : réduction des coûts, clarté des prix, simplification des échanges et des voyages... De plus, symboliquement, l'euro pourra sans doute contribuer à fortifier le sentiment d'identité européenne.

En positif toujours, l'euro va sans doute aussi accélérer la prise en compte de deux dossiers importants : l'édification d'une Europe politique, non seulement comme pendant nécessaire au pouvoir de la Banque centrale européenne (BCE), mais aussi par la nécessité de représenter l'euro dans les instances financières internationales ; et la mise en place d'éléments de fiscalité commune, faute de quoi l'euro lui-même manquerait de stabilité.

Mais, il y a aussi des risques importants. D'abord, la façon dont ont été imposés les 'critères de Maastricht', avec toute la rigueur qu'ils ont entraîné : sans doute, il y avait nécessité, indépendamment de l'euro, de réduire les déficits publics ; mais la façon de le faire, en faisant pression sur les budgets sociaux n'était pas une nécessité. Il y a risque aussi que soit imposée une politique exclusivement monétariste de contrôle très stricts des prix et donc des dépenses, alors qu'il n'est pas démontré que cela ne soit pas



parfois contre-productif en termes de croissance, et donc de marges de manœuvre du point de vue social. Enfin, il y a un risque d'abus du pouvoir financier, d'autant plus grand que l'autorité politique en Europe est faible.

Quant à l'indépendance de la BCE, sans doute est-elle une nécessité (les banques centrales sont actuellement indépendantes dans tous les pays développés : cela protège la monnaie contre les manipulations politiques) ; mais c'est de l'autorité politique que dépendent les objectifs assignés à la BCE : c'est par traité qu'elle a pour unique mission de garantir la stabilité des prix. Aux États-Unis, la Fed a en même temps comme objectif d'assurer l'équilibre macro-économique et entre autres le développement de l'emploi : la mission de la BCE pourrait donc être ajustée par un nouveau traité. La question est politique.

### 2.3.3 *Le Kosovo*

La crise et la guerre du Kosovo mettent en lumière une série de problèmes et posent de graves questions.

Parmi les problèmes : le poids de l'histoire, des mémoires blessées, des griefs et des haines accumulées par l'histoire. Comment gérer politiquement ces relations, et mettre en œuvre des processus de réconciliation, afin d'ouvrir à la coexistence dans la paix ? Il est clair que ce n'est pas par la force, qu'elle soit la violence politique ou la force des armes, qu'on apportera des solutions ouvrant sur un avenir de stabilité et de paix.

La situation présente est révélatrice de la faiblesse et de l'incohérence politique de l'Union européenne. L'Union a été incapable de mener une véritable politique de prévention des conflits. Bien plus, il est probable que par ses divisions dans les options de politique extérieure (p. ex. la reconnaissance unilatérale immédiate de l'indépendance de la Croatie par l'Allemagne et le Vatican), elle a plutôt contribué à attiser les conflits latents.

Mais pour le présent, une série de questions. Jusqu'où va ou doit aller le droit d'ingérence lorsque manifestement les droits humains sont bafoués par un État, de manière massive, contre une partie de sa population ? Compte tenu du fait qu'il est sans doute impossible d'intervenir de façon efficace dans toutes les situations de ce genre (p. ex. en Palestine, dans le rapport entre l'État d'Israël et les Palestiniens ; en Turquie vis-à-vis des Kurdes...), faut-il se résigner à n'intervenir nulle part, pour éviter le reproche de "deux poids, deux mesures" ? Et si des choix sont à faire, au nom de quoi ? De nos seuls intérêts ? Le fait, pour l'Union, qu'il s'agit d'un pays européen, quasi limitrophe, est-il un motif suffisant ?

Si un droit d'ingérence est reconnu, cela légitime-t-il l'usage de la force militaire (l'embargo est aussi une forme d'ingérence) ? Si oui, comment et jusqu'où, avec quels moyens ? Et dans le cas présent, quel rapport entre l'intérêt ou l'objectif politique de l'Europe (le respect du droit sur l'ensemble du continent, par exemple) et les intérêts et objectifs des États-Unis (en l'occurrence, l'affirmation de leur suprématie comme unique gendarmes du monde, et de leur rôle de maîtres de l'OTAN, dont il s'agit d'assurer la crédibilité) ?

Quel est le sens et la légitimité d'une action militaire se limitant à des frappes aériennes, c'est-à-dire cherchant à éviter à tout prix des pertes du côté des forces d'intervention, même si la conséquence en est des pertes civiles beaucoup plus importantes du côté de l'adversaire ? Autrement dit, s'il fallait à un moment intervenir militairement, l'a-t-on fait de façon adéquate ? Il semble en tout cas que, de la part de l'OTAN (et des États-Unis), on a fait une sorte de confiance aveugle dans la puissance et l'efficacité de la guerre technologique, capable d'anéantir en quelques jours la résistance militaire de l'adversaire : idéologie typiquement occidentale qui croit que la technologie de pointe est capable de résoudre tous les problèmes.

La décision unilatérale de l'OTAN contribue à décrédibiliser davantage encore l'ONU, et donc la possibilité d'un État de droit international. Quelles en seront les conséquences à plus long terme ?

Sur le plus long terme aussi, les blessures infligées ainsi par l'Europe occidentale aux populations d'Europe orientale de tradition orthodoxe, qui vivent fortement une solidarité entre eux, seront longues à cicatriser, d'autant plus que cela ravive la mémoire historique d'autres trahisons de l'Occident (Croisades, alliances avec les Ottomans, Yalta...).

Les questions sont nombreuses : au delà même de la crise du Kosovo, il s'agit maintenant de réfléchir sérieusement sur la problématique de la défense européenne : sens d'une défense militaire, signification d'une défense autonome, prix à payer pour une telle autonomie, soumission du militaire au politique, politique étrangère et démocratie, rapport aux États-Unis et à l'OTAN ; mais aussi rôle de l'Union européenne pour consolider les instances internationales, et en particulier l'ONU.

## **Conclusion**

S'interroger sur la situation présente, sur ses enjeux, s'interroger aussi sur l'Europe, c'est poser en fait des questions fondamentales de sens :

- quelle société voulons-nous et dans quelle société voulons-nous vivre ?
- nous savons produire en quantité, mais pour qui ? selon quelle répartition ?
- quelles solidarités ? avec qui ? au nom de quoi ?
- quelles responsabilités par rapport à l'avenir : les générations qui nous suivent ? l'environnement ?
- qu'est-ce que la dignité humaine ? comment la respecter et la préserver (biotechnologies) ?
- quelle qualité de vie humaine collective ?

Il n'y a pas seulement d'un côté des structures politiques et économiques et de l'autre des convictions et des comportements individuels : la question est celle des mentalités collectives. Celles-ci sont déterminées, pour une part, par les infrastructures économiques et par les idéologies dominantes (comme le marxisme l'a fortement souligné). Mais ces mentalités ne sont pas figées ; elles évoluent sous l'influence des événements, des développements techniques, mais aussi de l'action du mouvement social, de la société civile, du monde associatif. D'où l'importance du débat public sur les questions fondamentales de sens, le développement de la citoyenneté, et dans ce cadre de la citoyenneté européenne. Et dans ces débats, doivent faire entendre leur voix les traditions humanistes et spirituelles.

Ignace BERTEN, Porto, GEPO, 8 avril 1999